



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO 2\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do <i>Diário do Governo</i> , deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.	ASSINATURAS		O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.
	As três séries . . . Ano 360\$	Semestre 200\$	
	A 1.ª série 140\$	» 80\$	
	A 2.ª série 120\$	» 70\$	
	A 3.ª série 120\$	» 70\$	
	Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio		

SUMÁRIO

Ministério das Finanças:

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 18.º do orçamento do Ministério.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 39 612 — Aprova, para ratificação, o Protocolo relativo à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, o Regulamento Interno da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes e a Acta Final, elaborados na referida Conferência, reunida em Bruxelas de 13 a 17 de Outubro de 1953, assinados em 17 do mesmo mês.

Ministério do Ultramar:

Portaria n.º 14 846 — Inclui na classe XVI da tabela anexa ao Decreto n.º 20 260 (abono, concessão de licenças e passagens) a categoria de aspirante dos serviços geográficos e cadastrais da província ultramarina de Moçambique.

Portaria n.º 14 847 — Inclui na classe XII da tabela anexa ao Decreto n.º 20 260 (abono, concessão de licenças e passagens) a categoria de desenhador de 1.ª classe dos correios, telégrafos e telefones da província ultramarina de Angola.

Ministério das Comunicações:

Declaração de terem sido autorizadas transferências de verbas dentro do orçamento da Administração dos Portos do Douro e Leixões.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Direcção-Geral da Contabilidade Pública

2.ª Repartição

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Subsecretário de Estado do Tesouro, por seu despacho de 3 do corrente mês, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência de verba do orçamento vigente deste Ministério:

CAPÍTULO 18.º

Instituto Geográfico e Cadastral

Artigo 490.º «Despesas de comunicações»:

Do n.º 3) «Transportes»	—	1.000\$00
Para o n.º 2) «Telefones»	+	1.100\$00

2.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 9 de Abril de 1954.—Pelo Chefe da Repartição, *Albertino Marques*.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 39 612

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. São aprovados, para ratificação, o Protocolo relativo à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, o Regulamento Interno da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes e a Acta Final, elaborados na Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, reunida em Bruxelas de 13 a 17 de Outubro de 1953, assinados em 17 do mesmo mês e cujos textos em francês e inglês e respectiva tradução são os seguintes:

Protocole relatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports

Les Gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports, qui s'est réunie à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953;

Désireux d'instituer une procédure permettant de prendre des mesures efficaces en vue de coordonner et de rationaliser les transports intérieurs européens d'importance internationale;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Conférence Européenne des Ministres des Transports

Par les présentes est organisée une Conférence Européenne des Ministres des Transports (appelée ci-après la «Conférence»).

ARTICLE 2

Structure de la Conférence

La Conférence comprend:

- a) un Conseil des Ministres des Transports (appelé ci-après le «Conseil»);
- b) un Comité des Suppléants (appelé ci-après le «Comité»).

Ces deux organes sont assistés d'un Secrétariat administratif.

ARTICLE 3

Objectifs de la Conférence

La Conférence a pour objectifs:

- a) de prendre toutes mesures destinées à réaliser, dans un cadre général ou régional, la meilleure utilisation et le développement le plus rationnel des transports intérieurs européens d'importance internationale;
- b) de coordonner et de promouvoir les travaux des organisations internationales s'intéressant aux transports intérieurs européens, compte tenu de l'activité des autorités supranationales dans ce domaine.

ARTICLE 4

Membres et membres associés de la Conférence

1. Sont membres de la Conférence les Parties Contractantes au présent Protocole.
2. Sont membres associés de la Conférence le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, s'ils en font la demande, ainsi que tout autre Gouvernement dont la demande d'adhésion comme membre associé aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.
3. Les membres associés peuvent se faire représenter par des observateurs à toutes les réunions du Conseil et du Comité. Tous les documents émanant de la Conférence leur sont communiqués.

ARTICLE 5

Conseil des Ministres

Le Conseil se compose des Ministres qui ont les transports intérieurs dans leurs attributions au sein de leur propre Gouvernement. Au cas où, dans un Gouvernement, diverses questions de transports intérieurs relèvent de la compétence de deux ou plusieurs Ministres, ceux-ci peuvent participer aux travaux du Conseil, sous réserve qu'aucun Gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Conseil.

ARTICLE 6

Comité des Suppléants

1. Le Comité se compose de fonctionnaires désignés à raison d'un suppléant par Ministre, étant entendu qu'aucun Gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Comité.
2. Le Comité a pour rôle:
 - a) de préparer les séances du Conseil;
 - b) de traiter les questions pour lesquelles une délégation lui serait donnée par le Conseil;
 - c) d'informer le Conseil des mesures prises dans les divers pays pour donner effet aux conclusions prises au sein de la Conférence.

ARTICLE 7

Dispositions administratives

- a) Le siège administratif de la Conférence est fixé à Paris. Le Conseil se réunit au siège administratif de la Conférence ou en un autre lieu, selon qu'il en décidera. Le Comité se réunit normalement au siège administratif de la Conférence; il peut se réunir en un autre lieu si le Conseil en décide ainsi, en accord avec le Gouvernement intéressé.
- b) Le Secrétariat administratif est rattaché administrativement au Secrétariat de l'Organisation Européenne

de Coopération Economique, mais dans l'exercice de ses fonctions il dépend uniquement de la Conférence. Les secrétaires administratifs sont nommés avec l'agrément de la Conférence. Ils sont chargés de la rédaction des ordres du jour, comptes rendus et procès-verbaux des réunions du Conseil et du Comité. Ils consignent les conclusions de la Conférence et sont chargés de la distribution des documents et de la conservation des archives de la Conférence.

ARTICLE 8

Groupes restreints

- a) Des groupes restreints peuvent être formés pour mettre à l'étude et poursuivre la discussion, dans le cadre de la Conférence, de questions présentant pour certains membres un intérêt particulier et rentrant dans les objectifs de la Conférence.
- b) La formation d'un groupe restreint doit être notifiée au Conseil, qui sera tenu informé de la marche générale des travaux de ce groupe.
- c) Les autres membres, s'ils s'estiment intéressés, seront admis à suivre les études et discussions du groupe restreint, mais ne pourront s'opposer à ce qu'elles soient poursuivies dans le cadre de la Conférence.

ARTICLE 9

Conclusions de la Conférence

- a) Les conclusions prises au sein de la Conférence sont mises en application dans les pays qui s'y sont ralliés; à cet effet, les Ministres des Transports intéressés prendront ou proposeront, chacun en ce qui le concerne et dans la limite de sa compétence nationale, toutes mesures adéquates.
- b) Si la conclusion d'un accord internationale général ou restreint apparaît nécessaire, chaque Ministre des Transports intéressé demande à son Gouvernement que des pleins pouvoirs soient accordés à lui-même, ou à une ou plusieurs personnes spécialement désignées à cet effet, pour conclure cet accord internationale. Tout accord internationale ainsi conclu entre un certain nombre de Gouvernements membres sera ouvert à l'adhésion des autres Gouvernements membres.
- c) Dans certains cas particuliers, la Conférence ou un groupe restreint peut, par un vote émis à l'unanimité, et nonobstant les dispositions des alinéas a) et b) ci-dessus, transmettre ses conclusions à une organisation internationale investie d'un pouvoir de décision, en lui demandant d'adopter cette conclusion, à titre de décision propre.
- d) Tout Gouvernement membre de la Conférence, mais n'adhérant pas à une organisation internationale qui aurait pris une décision en vertu des dispositions de l'alinéa c) ci-dessus, peut notifier à la Conférence son intention d'agir comme s'il était lié par cette décision.

ARTICLE 10

Régime financier

- a) L'Organisation Européenne de Coopération Economique sera invitée à prendre à sa charge les traitements et dépenses du Secrétariat administratif et à fournir les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de la Conférence. Toutefois, lorsqu'un des organes de la Conférence se réunit en dehors de son siège, le pays invitant supporte les frais entraînés par la réunion, sous réserve des traitements du Secrétariat administratif qui sont à la charge de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.
- b) Les Gouvernements membres de la Conférence qui ne sont pas membres de l'Organisation Européenne

de Coopération Economique contribueront aux dépenses de la Conférence selon les dispositions spéciales à arrêter entre ces Gouvernements et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

c) Les conditions d'application du présent article et de l'article 7 ci-dessus feront l'objet d'un arrangement entre la Conférence et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

ARTICLE 11

Relations avec les organisations internationales

a) La Conférence peut établir des relations avec les organisations internationales, supranationales, intergouvernementales et non gouvernementales s'intéressant aux questions de transports intérieurs européens.

b) Si la Conférence est saisie de questions techniques déterminées qui peuvent nécessiter une étude particulière, le Conseil ou le Comité confie, chaque fois que cela est possible et de la manière qui lui paraît la plus appropriée, à une organisation internationale intergouvernementale ou non gouvernementale compétente, s'intéressant aux transports intérieurs européens, le soin d'effectuer les études nécessaires. Se fondant sur ces études, le Comité soumet ses conclusions au Conseil pour approbation.

c) (1) Il est reconnu que la Conférence a un intérêt majeur à consulter l'Organisation Européenne de Coopération Economique sur les questions de transports intérieurs européens présentant un intérêt économique général et à consulter également les autres organisations visées au paragraphe (a) ci-dessus sur les problèmes de transport qui sont de leur domaine respectif. Cette consultation aura un caractère de réciprocité chaque fois que cela est possible;

(2) Si l'Organisation Européenne de Coopération Economique estime qu'une question étudiée par la Conférence présente un intérêt économique général, elle pourra demander à l'unanimité à être consultée, étant entendu que la Conférence pourra également, sur les problèmes de sa propre compétence, demander dans les mêmes conditions à être consultée par l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

ARTICLE 12

Règlement intérieur

1. Le Règlement intérieur annexé au présent Protocole régit les travaux de la Conférence.

2. Le Conseil peut réviser ou compléter le Règlement intérieur par une décision prise à l'unanimité.

ARTICLE 13

Amendements

Le présent Protocole peut être amendé par le Conseil, les Ministres devant se prononcer à l'unanimité et être munis de pleins pouvoirs de leur Gouvernement; les amendements entrent en vigueur dès que tous les Gouvernements membres les ont approuvés.

ARTICLE 14

Signature, ratification et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole restera ouvert à la signature à Bruxelles jusqu'au 1^{er} mai 1954 à tous les Gouverne-

ments représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports, tenue à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953.

2. Chacun de ces Gouvernements peut devenir Partie Contractante au présent Protocole:

- a) par signature sans réserve de ratification;
- b) par signature sous réserve de ratification, suivie de ratification.

3. Dans les cas visés au paragraphe 2, b), du présent article, les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge et la ratification prendra effet à la date du dépôt des instruments. Notification en sera faite par le Gouvernement belge aux Gouvernements visés au paragraphe 1 ci-dessus.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins l'auront approuvé à titre définitif, soit par signature sans réserve de ratification, soit par signature suivie de ratification. Pour chaque Gouvernement qui, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le signera sans réserve de ratification ou le ratifiera, le Protocole entrera en vigueur au moment de cette signature ou de cette ratification.

5. Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du présent Protocole, les Gouvernements qui l'auront signé sous réserve de ratification conviennent, afin d'éviter tout retard, de le mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, pour autant que leurs règles constitutionnelles respectives le leur permettent.

ARTICLE 15

Adhésion

1. Tout Gouvernement européen non signataire peut devenir Partie Contractante au présent Protocole, en y adhérant après que sa demande de faire partie de la Conférence aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge et l'adhésion prendra effet dès leur dépôt.

ARTICLE 16

Dénonciation

Tout Gouvernement membre pourra dénoncer le présent Protocole, en donnant un préavis de six mois au Gouvernement belge, qui le notifiera aux autres Gouvernements membres.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Belgique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements participants.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

Seebohm.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Sous réserve de ratification:

P. W. Segers.

Pour le Danemark:

Ad referendum.

Palle Christensen.

Pour l'Espagne:

Sous réserve de ratification:

Le Comte de Valpellano.

Pour la France:

J. Chastellain.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Subject to ratification:

Selkirk.

Pour la Grèce:

Pour l'Italie:

Bernardo Mattarella.

Pour le Luxembourg:

Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation de l'arrangement à conclure, conformément à l'article 10, c):

V. Bodson.

Pour la Norvège:

Subject to ratification:

Jakob Pettersen.

Pour les Pays-Bas:

Sous réserve de ratification:

J. Algeria.

Pour le Portugal:

Ad referendum:

M. Gomes de Araújo.

Pour la Suède:

Subject to ratification:

Sven Andersson.

Pour la Suisse:

Escher.

Pour la Turquie:

Sous réserve de ratification:

K. Zeytinoglu.

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire libre de Trieste:

Sous réserve de ratification:

Cosulich.

Règlement Intérieur de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

ARTICLE 1

Conseil

a) Le Conseil élit, à la majorité des membres présents, un Bureau composé d'un Président et de deux Vice-Présidents. Ce Bureau est élu en principe chaque année et reste en fonctions jusqu'à la désignation d'un nouveau Bureau.

b) Le Président sortant est normalement remplacé par le premier Vice-Président de l'année précédente, et ce dernier par le second Vice-Président.

c) Si, au cours de son mandat, un membre du Bureau quitte ses fonctions de Ministre des Transports au sein de son propre Gouvernement, il est automatiquement remplacé par le Ministre qui lui succède dans ces fonctions.

ARTICLE 2

Le Conseil se réunit en principe au moins une fois par an sur convocation de son Président. En outre, celui-ci convoque le Conseil lorsque le tiers au moins des membres en font expressément la demande.

ARTICLE 3

Comité

Le Bureau du Comité se compose d'un Président et de deux Vice-Présidents. Afin d'assurer une liaison étroite entre le Bureau du Conseil et celui du Comité, le Président et les Vice-Présidents du Comité sont respectivement les suppléants du Président et des Vice-Présidents du Conseil.

ARTICLE 4

Le Comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime nécessaire et en tout cas lors de chaque session du Conseil. Le Président convoque également le Comité sur la demande ou avec l'accord d'un tiers au moins de ses membres.

ARTICLE 5

Sauf décision contraire du Conseil, les séances du Conseil et du Comité ne sont pas publiques.

ARTICLE 6

Groupes restreints

Les groupes restreints formés conformément à l'article 8 du Protocole règlent leurs méthodes de travail.

ARTICLE 7

Ordre du jour

a) Avant chaque séance du Conseil ou du Comité, le Bureau intéressé établit un ordre du jour provisoire.

b) Au premier point de l'ordre du jour figure l'examen des mesures prises par les pays membres pour donner effet aux conclusions de la Conférence.

c) L'ordre du jour provisoire est mis à la disposition de tous les membres six semaines au moins avant la date de chaque session du Conseil et trois semaines au moins avant la date de chaque session du Comité.

d) A l'ouverture de chaque session, tout membre a le droit d'inscrire une question à l'ordre du jour provisoire. L'ordre du jour est ensuite adopté à la majorité des membres présents.

ARTICLE 8

Votes

Les résolutions prises par le Conseil ou par le Comité sur des questions de procédure ayant pour objet la marche de leurs travaux sont adoptées à la majorité des membres présents, sauf disposition spéciale contraire.

ARTICLE 9

Quorum

Pour toute réunion du Conseil ou du Comité, le quorum est atteint lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

ARTICLE 10

Comptes rendus

Il est établi un compte rendu pour toutes les séances du Conseil et du Comité.

ARTICLE 11

Auditions

Lorsque la Conférence discute d'une question pour laquelle une organisation internationale est compétente, des arrangements peuvent être pris par le Comité, décidant à la majorité, pour prendre connaissance des vues de l'organisation en question.

ARTICLE 12

Dispositions diverses

A moins que le Bureau du Conseil ou du Comité n'en décide autrement, les documents émanant de la Conférence ne sont communiqués qu'aux Gouvernements membres et associés.

ARTICLE 13

Le Bureau du Conseil peut, avec l'accord du Conseil, publier des communiqués de presse sur les travaux de la Conférence.

ACTE FINAL

La Conférence Européenne des Ministres des Transports, réunie à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953,

En vue de se concerter sur des questions relatives aux transports intérieurs européens,

A arrêté et ouvert à la signature le texte d'un Protocole relatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports, avec, en annexe, un Règlement d'ordre intérieur;

Et a arrêté en outre les résolutions suivantes relatives:

1) aux transports par chemin de fer:

Exploitation en commun du matériel à marchandises;

Adoption d'itinéraires rationnels d'acheminement des marchandises par chemin de fer et unification des tarifs;

Standardisation du matériel et électrification;

Financement international des achats de matériel ferroviaire;

Mesures à prendre en vue d'accroître le nombre de pays participants aux Conventions internationales pour le transport par chemin de fer et d'accélérer la ratification des Conventions internationales préparées par les organisations spécialisées.

2) aux transports par route:

Aménagement d'itinéraires de trafic international routier;

Signalisation routière;

Poids et dimensions des véhicules automobiles;

Réglementation des transports routiers internationaux;

Circulation routière;

Aménagement des bureaux douaniers sur les grandes routes de trafic international.

3) aux transports par voies navigables:

Etablissement d'une liste de projets concernant les voies d'eau d'intérêt européen;

Problèmes internationaux posés par l'exploitation des voies navigables.

4) à des questions de caractère général intéressant les trois modes de transport:

Investissements en matière de transport;
Denrées périssables.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Acte Final.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

Seebohm.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

P. W. Segers.

Pour le Danemark:

Ad referendum:

Palle Christensen.

Pour l'Espagne:

Sous réserve de ratification:

Le Comte de Valledano.

Pour la France:

J. Chastellain.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Selkirk.

Pour la Grèce:

Pour l'Italie:

Bernardo Mattarella.

Pour le Luxembourg:

V. Bodson.

Pour la Norvège:

Subject to ratification:

Jakob Pettersen.

Pour les Pays-Bas:

J. Algera.

Pour le Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Pour la Suède:

Sven Andersson.

Pour la Suisse:

Escher.

Pour la Turquie:

K. Zeytinoglu.

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire libre de Trieste:

Cosulich.

Protocol concerning the European Conference of Ministers of Transport

The Governments represented at the European Conference of Ministers of Transport meeting in Brussels from 13th to 17th October 1953;

Desirous of instituting a procedure whereby effective steps can be taken to co-ordinate and rationalise European inland transport of international importance;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

European Conference of Ministers of Transport

There is hereby organised a European Conference of Ministers of Transport (hereinafter referred to as the «Conference»).

ARTICLE 2

Structure of the Conference

The Conference shall comprise:

- a) A Council of Ministers of Transport (hereinafter referred to as the «Council»);
- b) A Committee of Deputies (hereinafter referred to as the «Committee»);

These two bodies shall be assisted by Administrative Secretaries.

ARTICLE 3

Purposes of the Conference

The purposes of the Conference shall be:

- a) to take whatever measures may be necessary to achieve, at general or regional level, the maximum use and most rational development of European inland transport of international importance;
- b) to co-ordinate and promote the activities of international organization concerned with European inland transport, taking into account the work of supranational authorities in this field.

ARTICLE 4

Membership and associate membership of the Conference

1. The members of the Conference shall be the Contracting Parties to the present Protocol.

2. The associate members of the Conference shall be the Government of the United States of America and the Government of Canada, if they so request, and any other Government, after its application for associate membership has received the unanimous approval of the Council.

3. Associate members may be represented by observers at all meetings of the Council and of the Committee. All documents originating in the Conference shall be communicated to them.

ARTICLE 5

Council of Ministers

The Council shall be composed of those Ministers who are responsible for inland transport in their own Governments. In those cases where, in one Government, different inland transport questions are dealt with by two or more Ministers, any of those Ministers may

participate in the work of the Council provided that no member Government shall have more than one vote in the Council.

ARTICLE 6

Committee of Deputies

1. The Committee shall be composed of officials appointed on the basis of one deputy for each Minister, it being understood that each member Government shall have no more than one vote in the Committee.

2. The function of the Committee shall be:

- a) to prepare for each meeting of the Council;
- b) to deal with questions delegated to it by the Council;
- c) to report on the measures taken in different countries to implement the conclusions reached within the Conference.

ARTICLE 7

Administrative arrangements

a) The administrative seat of the Conference shall be in Paris. The Council shall meet at the administrative seat of the Conference, or elsewhere, as they may decide. The Committee shall normally meet at the administrative seat of the Conference; they may, however, meet elsewhere if the Council so decide with the agreement of the Government concerned.

b) The administrative secretariat shall be administratively integrated with the secretariat of the Organization for European Economic Co-operation but they shall be solely under the operational control of the Conference. The Administrative Secretaries shall be appointed with the agreement of the Conference. They shall be responsible for the preparation of the agenda, records and minutes of the meetings of the Council or Committee. They shall also take note of the conclusions of the Conference and shall be responsible for the distribution of documents and the safekeeping of the archives of the Conference.

ARTICLE 8

Restricted groups

a) Restricted groups may be formed for the purpose of initiating studies and discussions, within the framework of the Conference, of questions which are of special interest to certain members and are covered by the purposes of the Conference.

b) The Council shall be notified of the formation of any restricted group and kept informed of the general progress of its work.

c) If the other members consider their interest are involved they will be allowed to follow the studies and discussions of the restricted group, but they will not be able to oppose their being carried out within the framework of the Conference.

ARTICLE 9

Conclusions of the Conference

a) The conclusions reached within the Conference shall be put into effect in the countries in agreement with them in that the Ministers of Transport concerned, acting individually within the area of their national competence, shall take or propose whatever measures may seem to them to be most appropriate.

b) Whenever the conclusion of a general or restricted international agreement seems necessary, each Minister of Transport concerned shall seek from his Government full powers to enable him, or any person or persons

specially appointed for the purpose, to conclude the international agreement in question. Any international agreement so concluded between a limited number of member Governments shall be open for accession by other member Governments.

c) The Conference or a restricted group may, by unanimous agreement, in any particular instance, notwithstanding the provisions of a) and b) above, transmit its conclusions to any international organization competent to take decisions with a request that the organization in question should adopt the conclusion concerned as its own decision.

d) Any Government which is a member of the Conference but is not a member of an international organization which may have taken a decision under the provisions of paragraph c) above, may notify the Conference of its intention to act as though it were bound by that decision.

ARTICLE 10

Financial responsibilities

a) The Organization for European Economic Co-operation will be invited to pay the salaries and expenses of the administrative secretariat and to provide whatever facilities may be required for the proper working of the Conference. Whenever a body of the Conference meets elsewhere than at the administrative seat of the Conference, the host country shall pay all the expenses incurred by the meeting except the salaries of the administrative secretariat which shall be paid by the Organization for European Economic Co-operation.

b) Member Governments of the Conference who are not members of the Organization for European Economic Co-operation will contribute to the expenses of the Conference under special arrangements to be concluded between them and the Organization for European Economic Co-operation.

c) The detailed application of this article and of article 7 above shall be the subject of an arrangement between the Conference and the Organization for European Economic Co-operation.

ARTICLE 11

Relations with international organizations

a) The Conference may establish relations with any supranational inter-governmental or non-governmental international organization concerned with European inland transport.

b) Whenever particular technical questions under discussion in the Conference may require the undertaking of special studies, the Council or the Committee will, whenever possible and in whatever manner seems most suitable, invite an appropriate inter-governmental or non-governmental international organization concerned with European inland transport to carry out the studies required. The Committee shall, on the basis of these studies, submit its conclusions to the Council for approval.

c) (1) It is recognised that the Conference has a major interest in consulting the Organization for European Economic Co-operation on questions of European inland transport of general economic importance, and also in consulting the other organizations referred to in paragraph a) above on problems of transport in their respective fields. This consultation shall, as far as possible, be on a reciprocal basis;

(2) If the Organization for European Economic Co-operation considers that a question studied by the Conference is of general economic importance, it may unanimously request to be consulted, it being understood that the Conference may equally request, under the same conditions, to be consulted by the Organization for European Economic Co-operation on problems falling within its own competence.

ARTICLE 12

Rules of Procedure

1. The Rules of Procedure annexed hereto shall govern the work of the Conference.

2. The Council may, by unanimous decision, revise or make additions to the Rules of Procedure.

ARTICLE 13

Amendments

Any amendments to this Protocol may be adopted by the Council, the Ministers acting unanimously and furnished with full powers from their Governments. Any such amendments shall enter into force when all the member Governments have approved them.

ARTICLE 14

Signature, ratification and entry into force

1. The present Protocol shall remain open for signature, in Brussels, until 1st May, 1954, to all Governments represented at the European Conference of Transport Ministers held at Brussels from 13th to 17th October 1953.

2. Any such Government may become a Contracting party to the present Protocol:

- a) by signature without reservation as to ratification;
- b) by signature with reservation as to ratification followed by ratification.

3. In the cases referred to in paragraph 2, b), above, the instruments of ratifications shall be deposit with the Belgian Government, and shall take effect upon deposit. The Belgian Government shall notify the Governments referred to in paragraph 1 above of the deposit of instruments of ratification.

4. The present Protocol shall enter into force when six Governments have finally approved it, either by signature without reservation as to ratification or by signature followed by ratification, as the case may be. For each Government signing without reservation as to ratification or ratifying after the entry into force of the present Protocol, the Protocol shall enter into force upon signature or ratification, as the case may be.

5. Nevertheless, pending the entry into force of this Protocol, those Governments who have signed with reservation as to ratification agree, in order to avoid delay, to put it into operation upon signature on a provisional basis in so far as their several constitutional requirements permit.

ARTICLE 15

Accession

1. Any non-signatory European Government may become a contracting party to the present Protocol by accession thereto, after its application for membership of the Conference has been unanimously approved by the Council.

2. Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government and shall take effect upon deposit.

ARTICLE 16

Withdrawal

Any member Government may withdraw from the present Protocol by giving six months' notice to the Belgian Government, which shall notify other member Governments.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries being duly authorized to that effect have signed the present Protocol.

Done at Brussels this 17th day of October 1953, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government by which certified copies will be communicated to all the participating Governments.

For the Federal Republic of Germany:

Seebohm.

For Austria:

For Belgium:

Sous réserve de ratification:

P. W. Segers.

For Danmark:

Ad referendum:

Palle Christensen.

For Spain:

Sous réserve de ratification:

Le Comte de Vallellano.

For France:

J. Chastellain.

For the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland:

Subject to ratification:

Selkirk.

For Greece:

For Italy:

Bernardo Mattarella.

For Luxembourg:

Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation de l'arrangement à conclure, conformément à l'article 10, c):

V. Bodson.

For Norway:

Subject to ratification:

Jakob Pettersen.

For the Netherlands:

Sous réserve de ratification:

J. Algera.

For Portugal:

Ad referendum:

M. Gomes de Araújo.

For Sweden:

Subject to ratification:

Sven Andersson.

For Switzerland:

Escher.

For Turkey:

Sous réserve de ratification:

K. Zeytinoglu.

For the British United-States Zone of the free territory of Trieste:

Sous réserve de ratification:

Cosulich.

Rules of Procedure for the European Conference of Ministers of Transport

RULE 1

Council

a) The Council shall elect on the agreement of the majority of members present a Bureau consisting of a Chairman and two Vice-Chairmen. This Bureau shall in principle be re-elected annually and shall remain in office until new officers are elected.

b) The outgoing Chairman shall normally be replaced by the senior Vice-Chairman of the previous year and the latter by the junior Vice-Chairman of the previous year.

c) If, while holding office, a member of the Bureau should relinquish his responsibilities for transport in his own Government, he shall automatically be succeeded by his successor in his Government.

RULE 2

The Council shall in principle be convened by its Chairman at least once a year. In addition, a meeting of the Council shall be convened by the Chairman on the express request of not less than one-third of the members.

RULE 3

Committee

The Bureau of the Committee shall consist of a Chairman and two Vice-Chairmen. In order to ensure close co-operation between the Bureaux of the Council and the Committee, the Chairman and Vice-Chairmen of the Committee shall be respectively the deputies of the Chairman and Vice-Chairmen of the Council.

RULE 4

The Committee shall meet as often as it considers necessary and, in any case, at each session of the Council. In addition, a meeting of the Committee shall be convened by the Chairman at the request or with the agreement of not less than one-third of the members.

RULE 5

Unless the Council decides otherwise, meetings of both the Council and of the Committee shall be held in private.

RULE 6

Restricted groups

The restricted groups formed in accordance with Article 8 of the Protocol shall determine their own methods of work.

RULE 7

Agenda

a) Before each meeting of the Council or of the Committee the Bureau concerned shall draw up a provisional agenda.

b) The first item on the agenda shall be a discussion of the measures taken by member countries to implement the conclusions of the Conference.

c) The provisional agenda shall be made available to all members not less than six weeks before the date of each session of the Council and not less than three weeks before the date of each session of the Committee.

d) At the opening of each session any member shall have the right to propose an item for inclusion in the provisional agenda. Thereafter the agenda shall be adopted by a majority of members present.

RULE 8

Voting

The resolutions agreed upon by the Council or the Committee on matters of procedure relating to the progress of their work shall be adopted by a majority of the members present, unless otherwise specially provided.

RULE 9

Quorum

The Council and the Committee shall not meet unless a minimum of two-thirds of the members are present or represented.

RULE 10

Records

Records shall be prepared of all meetings of the Council and of the Committee.

RULE 11

Hearings

When the Conference discusses a subject which comes within the competence of an international organization, arrangements may be made, by a majority of the Committee to hear the views of that organization.

RULE 12

Miscellaneous

Except where the Bureau of the Council or of the Committee may decide otherwise, documents originating in the Conference shall be communicated only to member and associate Governments.

RULE 13

The Bureau of the Council may with the agreement of the Council issue press communiqués on the work of the Conference.

FINAL ACT

The European Conference of Ministers of Transport held at Brussels from 13th-17th October, 1953,

With a view to reaching common accord on questions concerning European Inland Transport,

Has adopted and opened for signature the text of a Protocol concerning the European Conference of Ministers of Transport, with an annex containing Rules of Procedure;

And has in addition adopted the following Resolutions concerning:

1) Rail Transport problems:

Joint use of goods wagons;

Adoption of rational routes for the transport of goods by rail and the unification of tariff rates; Standardisation of equipment and electrification; International financing of purchases of railways rolling stock;

Measures to increase the number of signatories to the International Conventions on Rail Transport and to expedite the ratification of International Conventions drafted by specialised Agencies.

2) Road Transport problems:

Development of international traffic arteries;

Road signs and signals;

Weights and dimensions of motor vehicles;

Regulations for international transport;

Road traffic;

Provision of frontier posts on main international traffic arteries.

3) Inland Waterways Transport problems:

Compilation of a list of development projects for inland waterways of interest to Europe as a whole;

International problems involved in the use of inland waterways.

4) General problems relating to the three modes of transport:

Capital investment in transport;

Perishable goods.

In witness whereof the undersigned representatives have signed the present Final Act.

Done at Brussels the 17th day October, 1953, in a single copy in the English and French languages.

For the Federal Republic of Germany:

Seebohm.

For Austria:

For Belgium:

P. W. Segers.

For Denmark:

Ad referendum.

Palle Christensen.

For Spain:

Sous réserve de ratification:

Le Comte de Vallellano.

For France:

J. Chastellain.

For the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland:

Selkirk.

For Greece:

For Italy:

Bernardo Mattarella.

For Luxembourg:

V. Bodson.

For Norway:

Subject to ratification:

Jakob Pettersen.

For the Netherlands:

J. Algera.

For Portugal:

M. Gomes de Araújo.

For Sweden:

Sven Andersson.

For Switzerland:

Escher.

For Turkey:

K. Zeytinoglu.

For the British-United States Zone of the free territory of Trieste:

Cosulich.

Protocolo relativo à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes

Os Governos representados na Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, que se reuniu em Bruxelas de 13 a 17 de Outubro de 1953;

Desejosos de instituir um sistema que permita tomar medidas eficientes para coordenar e racionalizar os transportes internos europeus de importância internacional;

Convencionaram o seguinte:

ARTIGO 1

Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes

Pelos presentes é organizada uma Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes (designada a seguir por «Conferência»).

ARTIGO 2

Estrutura da Conferência

A Conferência compreende:

- a) Um Conselho dos Ministros dos Transportes (designado a seguir por «Conselho»);
- b) Uma Comissão dos Suplentes (designada a seguir por «Comissão»).

Estes dois organismos são assistidos por um secretariado administrativo.

ARTIGO 3

Objectivos da Conferência

A Conferência tem como objectivos:

- a) Tomar todas as medidas destinadas a realizar, em âmbito geral ou regional, a melhor utili-

zação e o desenvolvimento mais racional dos transportes internos europeus de importância internacional;

- b) Coordenar e promover os trabalhos das organizações internacionais que se interessam pelos transportes internos europeus, tendo em conta a actividade das autoridades supranacionais neste domínio.

ARTIGO 4

Membros e membros associados da Conferência

1. São membros da Conferência as Partes Contratantes no presente Protocolo.

2. São membros associados da Conferência o Governo dos Estados Unidos da América e o Governo do Canadá, se o pedirem, assim como qualquer outro Governo cujo pedido de adesão como membro associado for aprovado por unanimidade pelo Conselho.

3. Os membros associados podem fazer-se representar por observadores em todas as reuniões do Conselho e da Comissão. Todos os documentos provenientes da Conferência lhes serão comunicados.

ARTIGO 5

Conselho dos Ministros

O Conselho compõe-se dos Ministros responsáveis pelos transportes internos nos seus próprios Governos. No caso de um Governo diversas questões de transportes internos serem da competência de dois ou mais Ministros, estes podem participar nos trabalhos do Conselho, desde que nenhum Governo membro tenha mais de um voto no Conselho.

ARTIGO 6

Comissão dos Suplentes

1. A Comissão compõe-se de funcionários designados à razão de um suplente por Ministro, entendendo-se que nenhum Governo membro terá mais de um voto na Comissão.

2. A Comissão tem como função:

- a) Preparar as sessões do Conselho;
- b) Tratar as questões que o Conselho nela delegar;
- c) Informar o Conselho das medidas tomadas nos diversos países para dar efeito às conclusões da Conferência.

ARTIGO 7

Disposições administrativas

a) A Conferência tem a sede administrativa em Paris. O Conselho reúne-se na sede administrativa da Conferência ou noutro local, conforme decidir. A Comissão reúne-se normalmente na sede administrativa da Conferência; pode reunir-se noutro local se o Conselho assim o decidir, de acordo com o Governo interessado.

b) O secretariado administrativo fica integrado administrativamente no secretariado da Organização Europeia de Cooperação Económica, mas depende unicamente da Conferência no exercício das suas funções. Os secretários administrativos serão nomeados com o acordo da Conferência. Ficam encarregados de elaborar as ordens do dia, actas e minutas das reuniões do Conselho e da Comissão. Registam as conclusões da Conferência e ficam encarregados da distribuição dos documentos e da conservação dos arquivos da Conferência.

ARTIGO 8

Grupos restritos

a) Podem formar-se grupos restritos para iniciar o estudo e seguir a discussão, dentro da estrutura da

Conferência, de questões de interesse especial para certos membros e abrangidas pelos objectivos da Conferência.

b) A formação dum grupo restrito deve ser notificada ao Conselho, que será mantido ao corrente do andamento geral dos trabalhos desse grupo.

c) Os outros membros, se se considerarem interessados, poderão acompanhar os estudos e discussões do grupo restrito, mas não poderão opor-se a que continuem dentro da estrutura da Conferência.

ARTIGO 9

Conclusões da Conferência

a) As conclusões da Conferência serão aplicadas nos países que as aprovarem; para esse efeito, os Ministros dos Transportes interessados tomarão ou proporão todas as medidas adequadas, cada um no que lhe disser respeito e nos limites da sua competência nacional.

b) Se se afigurar necessário estabelecer um acordo internacional geral ou restrito, cada Ministro dos Transportes interessado pedirá ao seu Governo que lhe conceda plenos poderes, ou a uma ou mais pessoas especialmente designadas para esse efeito, para concluir esse acordo internacional. Qualquer acordo internacional concluído deste modo entre certo número de Governos membros será aberto à adesão dos outros Governos membros.

c) Em certos casos particulares, a Conferência ou um grupo restrito poderá, por voto unânime e não obstante as disposições das alíneas a) e b) acima, transmitir as suas conclusões a uma organização internacional investida de poderes de decisão e pedir-lhe que adopte essa conclusão como sua própria.

d) Qualquer Governo membro da Conferência, mas não aderente a uma organização internacional que tiver tomado uma decisão de harmonia com as disposições da alínea c) acima, poderá notificar à Conferência a intenção de actuar como se estivesse ligado por essa decisão.

ARTIGO 10

Regime financeiro

a) A Organização Europeia de Cooperação Económica será convidada a tomar a seu cargo os vencimentos e despesas do secretariado administrativo e a fornecer os meios materiais necessários para o bom funcionamento da Conferência. Todavia, quando um dos órgãos da Conferência reunir fora da sua sede, o país onde a reunião se efectuar suportará as despesas provocadas pela referida reunião, excepto os vencimentos do secretariado administrativo, que ficam a cargo da Organização Europeia de Cooperação Económica.

b) Os Governos membros da Conferência que não são membros da Organização Europeia de Cooperação Económica contribuirão para as despesas da Conferência segundo as disposições especiais a estabelecer entre esses Governos e a Organização Europeia de Cooperação Económica.

c) As condições de aplicação do presente artigo e do artigo 7 acima serão objecto de arranjo entre a Conferência e a Organização Europeia de Cooperação Económica.

ARTIGO 11

Relações com as organizações internacionais

a) A Conferência pode estabelecer relações com as organizações internacionais, supranacionais, intergovernamentais e não governamentais que se interessam pelas questões dos transportes internos europeus.

b) Se à Conferência forem apresentadas certas questões técnicas que exijam estudo especial, o Conselho ou

a Comissão, sempre que isso for possível e da maneira que lhe parecer mais apropriada, confiará a uma organização internacional intergovernamental ou não governamental competente que se interesse pelos transportes internos europeus o cuidado de proceder aos estudos necessários. Baseando-se nesses estudos, a Comissão submeterá ao Conselho as suas conclusões, para aprovação.

c) (1) Reconhece-se que a Conferência tem interesse de maior em consultar a Organização Europeia de Cooperação Económica acerca das questões de transportes internos europeus com interesse económico geral e em consultar também as outras organizações indicadas no parágrafo a) acima a respeito dos problemas de transportes pertencentes aos seus respectivos domínios. Essa consulta terá carácter de reciprocidade, sempre que isso for possível;

(2) Se a Organização Europeia de Cooperação Económica entender que uma questão estudada pela Conferência apresenta interesse económico geral, poderá pedir por unanimidade que seja consultada, entendendo-se que a Conferência poderá também pedir, nas mesmas condições, que seja consultada pela Organização Europeia de Cooperação Económica a respeito dos problemas da sua própria competência.

ARTIGO 12

Regulamento Interno

1. O Regulamento Interno anexo ao presente Protocolo regulará os trabalhos da Conferência.

2. O Conselho poderá rever ou completar o Regulamento Interno por decisão tomada por unanimidade.

ARTIGO 13

Emendas

O presente Protocolo poderá ser emendado pelo Conselho, devendo os Ministros pronunciar-se por unanimidade e estar munidos de plenos poderes dos seus Governos; as emendas entrarão em vigor logo que todos os Governos membros as tiverem aprovado.

ARTIGO 14

Assinatura, ratificação e entrada em vigor

1. O presente Protocolo ficará aberto à assinatura, em Bruxelas, até 1 de Maio de 1954, a todos os Governos representados na Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, reunida em Bruxelas desde 13 até 17 de Outubro de 1953.

2. Cada um desses Governos poderá tornar-se Parte Contratante no presente Protocolo:

- a) Por assinatura sem reserva de ratificação;
- b) Por assinatura sob reserva de ratificação, seguida de ratificação.

3. Nos casos indicados no parágrafo 2, b), do presente artigo os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Governo Belga e a ratificação tomará efeito na data do depósito dos instrumentos. O Governo Belga comunicará o depósito dos instrumentos de ratificação aos Governos indicados no parágrafo 1 acima.

4. O presente Protocolo entrará em vigor desde que pelo menos seis Governos o tiverem aprovado definitivamente, quer por assinatura sem reserva de ratificação

quer por assinatura seguida de ratificação. Para cada Governo que, depois da entrada em vigor do presente Protocolo, o assinar sem reserva de ratificação ou o ratificar o Protocolo entrará em vigor no momento dessa assinatura ou dessa ratificação.

5. Todavia, aguardando a entrada em vigor do presente Protocolo, os Governos que o tiverem assinado sob reserva de ratificação convencionam, para evitar qualquer demora, aplicá-lo a partir da assinatura, a título provisório, na medida em que as suas regras constitucionais respectivas o permitirem.

ARTIGO 15

Adesão

1. Qualquer Governo europeu não signatário poderá tornar-se Parte Contratante no presente Protocolo, aderindo a este depois de o Conselho aprovar por unanimidade o seu pedido de entrada para a Conferência.

2. Os instrumentos de adesão serão depositados junto do Governo Belga e a adesão produzirá efeito a partir do depósito.

ARTIGO 16

Denúncia

Qualquer Governo membro poderá denunciar o presente Protocolo, avisando com seis meses de antecedência o Governo Belga, o qual comunicará esse aviso aos outros Governos membros.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo indicados, devidamente autorizados para esse efeito, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Bruxelas, aos 17 de Outubro de 1953, em francês e em inglês, fazendo fé ambos os textos, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo da Bélgica, o qual transmitirá cópias devidamente certificadas a todos os Governos participantes.

Pela República Federal da Alemanha:

Seebohm.

Pela Austria:

Pela Bélgica:

Sob reserva de ratificação:

P. W. Segers.

Pela Dinamarca:

Ad referendum:

Palle Christensen.

Pela Espanha:

Sob reserva de ratificação:

Conde de Vallellano.

Pela França:

J. Chastellain.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Sob reserva de ratificação:

Selkirk.

Pela Grécia:

Pela Itália:

Bernardo Mattarella.

Pelo Luxemburgo:

Ad referendum e sob a reserva expressa da aprovação do arranjo a estabelecer de conformidade com o artigo 10, c):

V. Bodson.

Pela Noruega:

Sob reserva de ratificação:

Jakob Pettersen.

Pelos Países Baixos:

Sob reserva de ratificação:

J. Algera.

Por Portugal:

Ad referendum:

M. Gomes de Araújo.

Pela Suécia:

Sob reserva de ratificação:

Sven Andersson.

Pela Suíça:

Escher.

Pela Turquia:

Sob reserva de ratificação:

K. Zeytinoglu.

Pela Zona Anglo-Americana do Território Livre de Trieste:

Sob reserva de ratificação:

Cosulich.

Regulamento Interno da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes

ARTIGO 1

Conselho

a) O Conselho elegerá, pela maioria dos membros presentes, uma Mesa composta por um Presidente e dois Vice-Presidentes. Esta Mesa, em princípio, será eleita em cada ano e fica em funções até à designação de nova Mesa.

b) O Presidente cessante será normalmente substituído pelo primeiro Vice-Presidente do ano precedente, e este pelo segundo Vice-Presidente.

c) Se, na vigência do seu mandato, um membro da Mesa deixar as suas funções de Ministro dos Transportes no seu Governo, será automaticamente substituído pelo Ministro que lhe suceder nessas funções.

ARTIGO 2

O Conselho, em princípio, reunir-se-á pelo menos uma vez por ano, convocado pelo Presidente. Além disso, este convocará o Conselho quando lho pedir expressamente um terço pelo menos dos membros.

ARTIGO 3

Comissão

A Mesa da Comissão compor-se-á de um Presidente e de dois Vice-Presidentes. A fim de assegurar uma ligação íntima entre a Mesa do Conselho e a da Comissão,

o Presidente e os Vice-Presidentes da Comissão serão respectivamente os suplentes do Presidente e dos Vice-Presidentes do Conselho.

ARTIGO 4

A Comissão reunir-se-á tantas vezes quantas entender necessárias e em qualquer caso na altura de cada sessão do Conselho. O Presidente convocará também a Comissão a pedido ou com o acordo de pelo menos um terço dos seus membros.

ARTIGO 5

Salvo decisão em contrário do Conselho, as sessões do Conselho e da Comissão não serão públicas.

ARTIGO 6

Grupos restritos

Os grupos restritos formados de conformidade com o artigo 8 do Protocolo regularão os seus métodos de trabalho.

ARTIGO 7

Ordem do dia

a) Antes de cada sessão do Conselho ou da Comissão, a Mesa interessada estabelecerá uma ordem do dia provisória.

b) No primeiro ponto da ordem do dia figurará o estudo das medidas tomadas pelos países membros para dar efeito às conclusões da Conferência.

c) A ordem do dia provisória será posta à disposição de todos os membros seis semanas pelo menos antes da data de cada sessão do Conselho e três semanas pelo menos antes da data de cada sessão da Comissão.

d) Ao começar cada sessão, cada um dos membros terá o direito de inscrever uma questão na ordem do dia provisória. A ordem do dia será em seguida aprovada pela maioria dos membros presentes.

ARTIGO 8

Votação

As resoluções do Conselho ou da Comissão acerca de questões processuais que tenham por objecto o andamento dos seus trabalhos serão adoptadas pela maioria dos membros presentes, salvo disposição especial em contrário.

ARTIGO 9

Quórum

Para qualquer reunião do Conselho ou da Comissão ficará atingido o quórum quando dois terços dos membros estiverem presentes ou representados.

ARTIGO 10

Actas

Lavrar-se-ão actas de todas as sessões do Conselho e da Comissão.

ARTIGO 11

Audições

Quando a Conferência discutir uma questão da competência duma organização internacional, a Comissão poderá fazer arranjos, decidindo por maioria, para tomar conhecimento do parecer da organização em questão.

ARTIGO 12

Disposições diversas

Salvo decisão em contrário da Mesa do Conselho ou da Comissão, os documentos da Conferência só serão comunicados aos Governos membros e associados.

ARTIGO 13

A Mesa do Conselho, com o acordo do Conselho, poderá publicar comunicados de imprensa acerca dos trabalhos da Conferência.

ACTA FINAL

A Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, reunida em Bruxelas de 13 a 17 de Outubro de 1953,

Para debater questões relativas aos transportes internos europeus,

Estabeleceu e abriu à assinatura o texto dum Protocolo relativo à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, com um Regulamento Interno em anexo;

E estabeleceu, além disso, as seguintes resoluções relativas:

1) Aos transportes por caminho de ferro:

Exploração em comum do material de mercadorias;

Adopção de itinerários racionais de encaminhamento das mercadorias por caminho de ferro e unificação das tarifas;

Estandardização do material e electrificação;

Financiamento internacional das compras de material ferroviário;

Medidas a tomar para aumentar o número de países participantes nas Convenções Internacionais para o transporte por caminho de ferro, e para apressar a ratificação das Convenções Internacionais preparadas pelas organizações especializadas.

2) Aos transportes por estrada:

Preparação de itinerários de tráfego internacional rodoviário;

Sinalização rodoviária;

Pesos e dimensões dos veículos automóveis;

Regulamentação dos transportes rodoviários internacionais;

Circulação rodoviária;

Instalação dos postos alfandegários nas grandes estradas de tráfego internacional.

3) Aos transportes por vias navegáveis:

Elaboração duma lista de projectos relativos às vias de água de interesse europeu;

Problemas internacionais suscitados pela exploração das vias navegáveis.

4) A questões de carácter geral relativas aos três modos de transporte:

Investimentos em matéria de transporte;

Géneros facilmente deterioráveis.

Em fé do que os abaixo designados assinaram a presente Acta Final.

Feito em Bruxelas, aos 17 de Outubro de 1953, num só exemplar, nas línguas francesa e inglesa.

Pela República Federal da Alemanha:

Seeböhm.

Pela Áustria:

Pela Bélgica:

P. W. Segers.

Pela Dinamarca:

Ad referendum:
Palle Christensen.

Pela Espanha:

Sob reserva de ratificação:
Conde de Vallellano.

Pela França:

J. Chastellain.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Selkirk.

Pela Grécia:

Pela Itália:

Bernardo Mattarella.

Pelo Luxemburgo:

V. Bodson.

Pela Noruega:

Sob reserva de ratificação:
Jakob Pettersen.

Pelos Países Baixos:

J. Algera.

Por Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Pela Suécia:

Sven Andersson.

Pela Suíça:

Escher.

Pela Turquia:

K. Zeytinoglu.

Pela Zona Anglo-Americana do Território Livre de Trieste:

Cosulich.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 15 de Abril de 1954. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Adolfo do Amaral Abranches Pinto* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich* — *Manuel Maria Sarmento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca.*

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral de Administração Política e Civil

Repartição do Pessoal Civil

Portaria n.º 14 846

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do § 1.º do artigo 17.º do Decreto n.º 20 260, de 31 de Agosto de 1931, incluir a categoria de aspirante dos serviços geográficos e cadastrais da provincia de Moçambique na classe xvi da tabela anexa ao referido decreto.

Ministério do Ultramar, 15 de Abril de 1954. — O Ministro do Ultramar, *Manuel Maria Sarmento Rodrigues.*

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de todas as provincias ultramarinas. — *M. M. Sarmento Rodrigues.*

Portaria n.º 14 847

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do § 1.º do artigo 17.º do Decreto n.º 20 260, de 31 de Agosto de 1931, incluir a categoria de desenhador de 1.ª classe dos correios, telégrafos e telefones da provincia de Angola na classe xii da tabela anexa ao referido decreto.

Ministério do Ultramar, 15 de Abril de 1954. — O Ministro do Ultramar, *Manuel Maria Sarmento Rodrigues.*

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de todas as provincias ultramarinas. — *M. M. Sarmento Rodrigues.*

MINISTÉRIO DAS COMUNICAÇÕES

Administração dos Portos do Douro e Leixões

De harmonia com a deliberação tomada ao abrigo do n.º 9.º do artigo 8.º do Decreto-Lei n.º 36 977, de 20 de Julho de 1948, se publica que o Conselho de Administração dos Portos do Douro e Leixões, por despacho de 13 do mês em curso, autorizou, nos termos do artigo 24.º do mencionado Decreto-Lei n.º 36 977, a seguinte transferencia de verba no orçamento vigente da mesma Administração:

Pagamento de serviços e diversos encargos:

Artigo 14.º «Outros encargos»:

1) Força motriz	— 15.000\$00
2) Iluminação dos cais e entrepostos e outros locais dos portos	— 45.0 0\$00
	— 60.0 0\$00
6) Subsídios a cofres ou organizações metropolitanas, ultramarinas ou estrangeiras:	
e) Subsídios a conceder nos termos da alínea f) do artigo 5.º da lei orgânica	+ 10.000\$00

Administração dos Portos do Douro e Leixões, 13 de Abril de 1954. — O Presidente do Conselho de Administração, *Antão Santos da Cunha.*